



Manuel VALLS

Votre voix à l'Assemblée



ALTIS en danger, un appel à une action concertée

ALTIS, hier encore fleuron mondial d'IBM, est aujourd'hui en grande difficulté. Le pacte d'actionnaires qui lie IBM et Infineon prend fin le 31 décembre 2009. Et aujourd'hui, aucune solution de reprise sérieuse ne semble être à l'ordre du jour. L'entreprise russe qui souhaitait acquérir, il y a encore quelques mois, le site industriel n'a pas concrétisé, à ce jour, son offre. La débâcle financière et économique mondiale qui frappe tous les secteurs rend la situation extrêmement compliquée.

Il faut pourtant agir au plus vite. Altis représente près de 3000 emplois directs et indirects, mais aussi plus de 30 millions d'euros de taxe professionnelle pour la communauté d'agglomération Seine essonne (celle de Corbeil), soit 60% de ses ressources. Une fermeture du site serait une catastrophe humaine, sociale mais aussi économique qui remettrait en cause l'existence même de cette communauté d'agglomération et les finances des communes qui la composent.

Face à cette situation, Manuel VALLS et Carlos DA SILVA, ont proposé un travail en commun entre la communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne, l'agglomération de Corbeil-Essonnes, les forces économiques et sociales, l'Etat, pour trouver des solutions et envisager toutes les hypothèses.

FACE A LA CRISE

Madame, Monsieur,

L'onde de choc de la crise financière mondiale n'a pas épargné la France. **Les perspectives d'avenir sont très préoccupantes.** Les effets sur l'économie réelle se font fortement ressentir et l'inquiétude des salariés est grandissante. L'urgence de la situation rend donc indispensable la mobilisation de tous pour trouver des solutions efficaces.

La crise que nous traversons trouve aussi, de toute évidence, sa cause dans les mauvais choix gouvernementaux de ces derniers mois. Le bouclier fiscal est injuste, il profite à une minorité de contribuables aisés et coûte à l'Etat français pas moins de 246 millions d'euros par an. **L'exonération des heures supplémentaires est inefficace : ce dispositif coûteux est totalement infructueux et même destructeur d'emplois.** L'inefficacité et l'injustice de telles mesures rappellent, si besoin est, que le slogan du chef de l'Etat « travailler plus pour gagner plus » se heurte à une réalité économique et sociale bien plus complexe. Aujourd'hui, **le devoir de l'opposition est plus que jamais de proposer une alternative claire, permettant de protéger l'emploi et de relancer le pouvoir d'achat.**

Il appartient désormais à la gauche de restaurer la confiance de nos concitoyens en incarnant une force de propositions solide,

dynamique et crédible. **Avec la crise financière, il n'y a jamais eu autant de raisons d'être de gauche !** Je comprends que les épisodes récents qui ont profondément marqué la vie du Parti socialiste aient suscité beaucoup d'incompréhension. Les socialistes ont désormais la responsabilité d'**incarner la rénovation face à un pouvoir qui mène la France au naufrage, s'attaque aux services publics, et remet en cause des libertés fondamentales** : indépendance de la justice, pluralisme dans l'audiovisuel public, droits de l'opposition au Parlement...

A vos côtés, **dès le 29 janvier** à l'occasion du mouvement social annoncé, je me battraï pour faire face à la crise et rétablir notre confiance en l'avenir.

A toutes et à tous, j'adresse tous mes vœux pour cette année 2009 qui commence, aussi, sous le signe de l'espérance avec Barack OBAMA, citoyen du monde, homme global pour un monde global !

www.assemblee-nationale.fr

INVITATION

**Manuel VALLS et Carlos DA SILVA vous invitent
le 4 février à Corbeil-Essonnes
salle de la Papeterie, rue Jean Bouvet - à 20h**

pour commencer l'année autour d'un verre de l'amitié et de la traditionnelle galette.

SOMMAIRE

ÉDITO
par Manuel VALLS
PAGE 1

ALTIS EN DANGER, UN
APPEL À UNE ACTION
CONCERTÉE
PAGE 1

VERS UNE FAILLITE
DU SYSTÈME
ÉDUCATIF ?
PAGE 2

ISRAËL-PALESTINE
PAGE 2

LES DÉBATS
DU DÉPUTÉ
PAGE 3

HAUSSE DU CHOMAGE
ET POUVOIR D'ACHAT
EN BERNE
PAGE 3

L'HÔPITAL PUBLIC,
UNE BATAILLE POUR
MANUEL VALLS
PAGE 4

NON A LA
PRIVATISATION
DE LA POSTE !
PAGE 4

VOTRE DEPUTE A
INTERPELÉ LE
GOUVERNEMENT SUR
PLUSIEURS SUJETS
DONT...
PAGE 4





Carlos Da Silva

Député suppléant
Conseiller général de Corbeil-Essonnes
Conseiller municipal de Corbeil-Essonnes

Serge Dassault : baisse du service public au menu

A Corbeil-Essonnes, Serge Dassault fait face à la crise en réduisant le service public. Lors de sa première réélection, en 2001, Serge Dassault avait, dès le premier Conseil Municipal, augmenté la fiscalité de 19% après avoir assuré qu'il n'en ferait rien.

En 2008, conscient que ce mensonge avait laissé des traces dans la population et après de multiples rappels à l'ordre de la Chambre Régionale des Comptes, Serge Dassault a choisi une autre tactique : il baisse le service public rendu aux Corbeil-Essonnois.

Ainsi, ce ne sont pas moins de 200 emplois qui devaient être supprimés dans les services de la commune. Quels secteurs vont être touchés ? Ce sont les services à la population qui sont touchés. D'abord la Police municipale. La sécurité donc. Alors même que Monsieur Dassault avait fait de ce service à la population un point fort de son programme électoral, il le réduit. Ce n'est pas le seul. Ainsi le Conservatoire municipal, les services de l'Enfance et de la Petite Enfance, celui des Sports, des Associations, des Espaces villes etc, ...

Au moment où les Corbeil-Essonnois souffrent, comme le reste de nos concitoyens, des conséquences de la crise financière et économique qui détruit mois après mois des emplois par dizaine de milliers, les services publics sont bien souvent le dernier rempart contre la précarité. Or, non seulement la politique menée par Serge Dassault aggrave les conséquences de la crise financière, mais elle constitue un véritable mensonge électoral puisque, cette fois-ci, il revient sur ses engagements. Enfin, cela n'empêchera pas, malheureusement, la droite d'augmenter les impôts. En effet, la politique de Nicolas Sarkozy, soutenue par Serge Dassault comme Sénateur, qui conduit à la baisse des dotations des collectivités risque de se traduire par une baisse des moyens de la commune... que Serge Dassault répercutera sur nos impôts locaux !

Vers une faillite du système éducatif ?

Le recul de M. Darcos sur le Lycée ne doit pas faire oublier les suppressions de postes.

Le gouvernement est-il en train de démanteler, progressivement, le service public d'éducation? Les inquiétudes des enseignants, des personnels, des parents d'élèves, des lycéens et leur mobilisation ont permis de suspendre - provisoirement ? - la réforme dangereuse que s'appropriait à imposer Xavier Darcos. Néanmoins, les nouvelles suppressions de postes annoncées par le gouvernement pour 2009 sont bel et bien maintenues : 13 500 postes d'enseignants et encore 1500 postes d'enseignants des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) seront supprimés l'année prochaine. **Elles se traduiront concrètement par une dégradation des conditions d'enseignement**, la surcharge des classes, des difficultés de remplacement des enseignants...

De telles décisions méconnaissent la réalité de notre système d'éducation et ignore les besoins et les missions de l'école. Les élèves les plus en difficulté sont les premières victimes de ce



désengagement de l'Etat. C'est pourquoi, face au Ministre, sur France 2 à l'occasion d'un débat télévisé ou lors de l'examen du projet de budget de l'enseignement scolaire, votre député a dénoncé avec pugnacité une politique éducative dangereuse. L'école est l'affaire de tous. Si elle a besoin de réformes, c'est bien pour **mieux lutter contre l'échec scolaire et renouer avec la promesse républicaine de l'égalité des chances.**



ISRAËL-PALESTINE LE PARTI DE LA PAIX

Manuel Valls était présent au rassemblement de soutien au peuple palestinien, le samedi 10 janvier, place des Terrasses à Evry. Il a participé à l'audition de Hind Khoury, Déléguée générale de la Palestine en France, par la Commission des Affaires étrangères et au débat sur le Proche-Orient à l'Assemblée nationale le 14 janvier. Extrait de son allocution du 10 janvier, évoquant la situation à Gaza : **«Les tirs de roquettes irresponsables du Hamas, semant la terreur, ont, encore une fois, déclenché un déluge de violences inacceptable et contreproductif de l'Etat hébreux.**

A Gaza, la peur, les morts par centaines, les conditions de vie inhumaines pour les palestiniens, humiliés depuis des années, doivent d'urgence s'arrêter. Plus que jamais, la Communauté internationale doit imposer un cessez-le-feu immédiat, le retrait des troupes israéliennes, la fin des tirs de roquettes du Hamas et du trafic d'armes à la frontière égyptienne,

puis, l'envoi rapide d'une force internationale d'interposition. Seul le dialogue politique, incluant toutes les forces palestiniennes, sous l'égide des Nations unies - en espérant que la nouvelle administration Obama pèse enfin dans le sens d'une paix juste -, permettra de parvenir à une solution de paix durable : **la sécurité pour Israël et un véritable Etat pour la Palestine.** Si la Ville d'Evry a un rôle, bien modeste à jouer dans ce conflit, c'est bien celui qui consiste - loin des instrumentalisation à des fins racistes et antisémites -, à prendre le parti de la paix et à tenir - comme un talisman que l'on chérit - son rôle de médiateur. Oui, Evry est solidaire plus que jamais du peuple palestinien à travers son jumelage avec Khan Younés (camp palestinien au sud de la bande de Gaza) - à qui j'ai adressé un message de solidarité - et, oui, Evry, accueillera bientôt un nouveau jumelage avec une ville israélienne afin de tendre la main à ces deux peuples.»



LES DÉBATS DU DÉPUTÉ

Comme il s'y était engagé, Manuel Valls organise régulièrement des débats sur des sujets d'actualité. Ainsi, au cours du dernier trimestre 2008, deux débats ont été organisés. Le premier a permis d'accueillir **Martin Hirsch**, Haut commissaire aux solidarités actives. Au moment où la crise précipite de nombreux concitoyens dans la précarité et où l'Etat réduit les moyens des Conseils généraux, pourtant en première ligne dans le secteur social, la question du RSA fait débat : aide au retour vers la vie active ou renforcement de la précarité ? Mode de financement juste ou aggravant encore les inégalités fiscales ? Au cours d'une soirée de confrontation avec **Michel Berson**, Président du Conseil général

de l'Essonne et en présence de nombreux professionnels de l'insertion, ce débat a permis à chacun de se faire une idée précise sur la réforme en cours, ses conséquences et son financement.

Le second, au moment où le Ministre de l'Éducation Nationale, Xavier Darcos, mettait en œuvre à marche forcée une réforme particulièrement contestée, portait sur les questions d'enseignement et d'éducation avec **Jack Lang**, ancien ministre et **Mara Goyet**, enseignante et auteure du livre « Tombeau pour le collège ».

Là aussi un débat particulièrement passionné, notamment, sur le **risque de suppression de l'école maternelle et des RASED**.



Hausse du chômage et pouvoir d'achat en berne

C'est officiel, en octobre, la barre fatidique des 2 millions de demandeurs d'emploi a été franchie et depuis, chaque mois, le taux de chômage bat un triste record d'augmentation. Dans les entreprises, les mesures de chômage technique et l'annonce de plans de départs volontaires ou de licenciements se multiplient. La liste des fermetures provisoires ou définitives de sites industriels français ne cessent de s'allonger : Renault, PSA-Peugeot Citroën, Henkel, Amora-Maille... **En Essonne, Faurecia**, filiale de PSA et équipementier automobile de référence s'apprête à supprimer plus de 400 emplois sur 1200, soit l'ensemble de ses fonctions de recherche et développement.

Depuis le début du quinquennat, **le président de la République mène une politique économique injuste et inefficace**, qui a fragilisé notre pays avant même la crise financière. Nicolas SARKOZY se fait aujourd'hui le chantre de la régulation mais il a, dans les faits, pratiqué une dérégulation de notre économie sans précédent : baisse des impôts des plus favorisés, recul des droits sociaux et des services publics au motif que les caisses de l'Etat sont vides, échec des heures supplémentaires et de la logique du « travailler plus pour gagner plus »...

L'urgence de la situation économique mondiale, européenne et française, l'inquiétude légitime qu'elle suscite exigent un changement radical de cap économique.



Les propositions des socialistes :

Notre pays a besoin d'un sursaut qui passe par une politique de l'emploi digne de ce nom. Aujourd'hui, les trois quart des embauches font l'objet de contrats à durée déterminée ou de contrats d'intérim. Le temps partiel

subi et la précarité ne cessent de se développer depuis juin 2007. Le gouvernement doit prendre les décisions qui s'imposent. Son nouveau plan de relance de 26 milliards d'euros n'est pas à la hauteur des enjeux. **Le doublement de la prime pour l'emploi, des exonérations fiscales pour les entreprises accordant de véritables augmentations de salaires, l'abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité, sont autant de mesures déjà mises en oeuvre dans les pays voisins pour une politique de relance. Nous devons également envisager, comme vient de le faire l'Espagne, un plan de soutien immédiat du secteur de la construction et un renforcement des dotations aux collectivités territoriales afin qu'elles puissent développer leurs programmes d'investissement.** C'est seulement ainsi que nous parviendrons à lutter durablement contre le chômage, loin de la surenchère des contrats précaires et des effets d'annonce.

L'hôpital public, une bataille pour Manuel VALLS

« J'aimerais que vous compreniez que la France vous aime », a déclaré le président de la République lors de ses vœux aux personnels de santé.

On pourrait sourire de cet insupportable cynisme si la situation n'était pas aussi grave. Loin des mots compassionnels, la vérité est là : la droite a depuis 6 ans fragilisé l'hôpital public, à coups de déficits budgétaires orchestrés, de contraintes savamment transvasées du privé vers le public, de carte hospitalière masquée, de lits fermés et de non reconnaissance de ses personnels. Elle entend aujourd'hui soumettre l'hôpital à une logique d'entreprise, en se développant une culture de la rentabilité là où le service public assure l'essentiel : la

prise en charge de l'humain et la vie. La santé, comme l'environnement, ont souvent été des sujets plus consensuels que d'autres.

Aujourd'hui la droite et la gauche ont bien deux visions différentes de la santé et, a fortiori, de l'hôpital public. Pour Manuel VALLS, l'égalité d'accès aux soins pour tous est sa première exigence, quand la droite crée les franchises et autres déremboursements. Le service public hospitalier doit rester au cœur de notre système de santé. C'est pourquoi, Manuel VALLS, qui a entrepris une visite de tous les services du Centre Hospitalier Sud Francilien, exige le retrait du projet de loi Bachelot qui, loin de résoudre les difficultés, les aggrave, dans un contexte de légitime inquiétude des personnels.

NON A LA PRIVATISATION DE LA POSTE !



Alors que l'effondrement des marchés financiers rappelle à tous la fragilité des entreprises cotées en bourse, Manuel VALLS, les socialistes, toute la gauche, les salariés mais aussi les usagers sont plus que jamais opposés à la privatisation programmée de la Poste. Ce projet de privatisation relève d'une offensive purement dogmatique contre les services publics. Les expériences étrangères prouvent en effet que le maintien d'opérateurs publics est une condition indispensable pour conforter la présence postale et améliorer la qualité des services

rendus aux citoyens. Il est en outre inexact de prétendre que le changement de statut et l'ouverture du capital de la Poste seraient nécessaires à la sauvegarde de sa santé financière : la Poste se porte bien, comme en témoignent ses 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 1 milliard de bénéfices, loin devant nombre de ses partenaires européens aujourd'hui privatisés. Votre Député, les Conseillers généraux de votre circonscription, Michel BERSON, François CHOUAT, Carlos DA SILVA, le maire de Villabé, Irène MAGGINI, tous les élus socialistes seront au côté des organisations syndicales et des Français pour combattre pied à pied ce projet dévastateur pour le service public.



RER D ÇA SUFFIT !

Manuel VALLS a, une nouvelle fois, interpellé le Président de la SNCF à propos des dysfonctionnements, des retards et des perturbations à répétition de ces dernières semaines, sur la ligne D du RER, qui pénalisent des dizaines de milliers d'usagers. Il lui a demandé de mettre, notamment, en œuvre le plan de rénovation annoncé il y a 6 mois.

Votre Député a interpellé le gouvernement sur plusieurs sujets dont...

➔ La situation des associations d'éducation populaire

Les associations d'éducation populaires craignent d'être confrontées à de grandes difficultés budgétaires suite à l'annonce du gouvernement de réduire considérablement les subventions qui leur sont octroyées.

L'incertitude sur les financements des contrats locaux d'accompagnement scolaire (CLAS) et du dispositif « Réussite Educative » pour 2009 inquiètent les acteurs associatifs de l'accompagnement scolaire.

➔ La situation des adultes handicapés

La prise en compte des ressources du conjoint dans le calcul de la AAH rend difficile l'accès à cette allocation pour de nombreuses personnes souffrant de handicaps. Cette allocation doit réellement permettre à ces personnes d'accéder à l'autonomie sans qu'elles ne soient totalement dépendantes des revenus des conjoints.

Toujours plus de taxes

En deux ans, la droite a créé sept nouvelles taxes, en plus des franchises médicales. En 2009, trois autres taxes devraient voir le jour :

- ➔ une taxe sur les mutuelles qui conduit à l'augmentation des cotisations et à la diminution des remboursements,
- ➔ une taxe sur les revenus du patrimoine dont sont exclus les bénéficiaires du bouclier fiscal,
- ➔ et une taxe sur les fournisseurs d'accès à internet, pour compenser la suppression de la publicité sur la télévision publique.

COUPON RÉPONSE

RENCONTRER MANUEL VALLS

Si vous souhaitez rencontrer votre Député, vous pouvez vous rendre à la permanence parlementaire, au 35, rue de Paris à Corbeil-Essonnes en prenant rendez-vous au 01 60 88 01 23. Vous y serez accueilli par Carlos DA SILVA son suppléant ou Jean-Marc FLAMENT, son assistant parlementaire :

Le mardi de 10h à 12h
Le mercredi de 14h à 18h
Le jeudi de 10h à 12h
Le vendredi de 14h à 20h
Le samedi de 10h à 12h

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Téléphones : _____
Demande : _____

souhaite aussi prendre rendez-vous avec Manuel VALLS

Pour faire part à Manuel VALLS de vos remarques, de vos questions ou pour obtenir un de ses discours, veuillez remplir ce coupon. Vous pouvez le renvoyer au 35, rue de Paris - 91100 Corbeil-Essonnes.